

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.99.318

30 juin 1999

(99-2700)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>SUISSE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Office fédéral de l'agriculture L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Office fédéral des affaires économiques extérieures (nouvelle dénomination à partir du 1.07.1999 : Secrétariat d'état au commerce)
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Viandes (SH 0201 - 0207) et œufs (SH 0407)
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Projet d'ordonnance relative à la déclaration des produits agricoles issus de modes de production interdits en Suisse ; 3 pages ; disponible en langues allemande et française.
6.	Teneur: Les produits agricoles suivants sont soumises à déclaration obligatoire indiquant le mode de production : (a) viandes d'animaux de l'espèce bovine, porcine, chevaline, ovine et caprine et de volaille, destinées à la consommation directe, qui ont été produites à l'aide d'hormones et/ou d'antibiotiques ou d'autres substances antimicrobiennes utilisés à des fins autres que thérapeutiques (notamment en vue d'augmenter l'efficacité ou la rapidité de l'engraissement). (b) œufs de poules domestiques destinés à la consommation directe, produits selon des modes non conformes aux exigences en matière d'élevage en vigueur en Suisse (par ex. élevage en batteries). Une déclaration analogue doit être effectuée dans les établissements de restauration publique tels que restaurants ou hôpitaux. Sont exclus de la déclaration obligatoire : les produits agricoles transformés contenant de la viande ou des œufs définis selon (a) et (b), ainsi que les produits agricoles en provenance de pays qui appliquent des interdictions équivalentes à celles existant en Suisse.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: information des consommateurs et prévention de pratiques de nature à induire en erreur.

8.	Documents pertinents:	<ol style="list-style-type: none">1. Documents de référence : Article 18 de la loi sur l'agriculture du 29 avril 1998.2. Publication dans laquelle la notification est publiée suite à son adoption : Feuille fédérale suisse
9.	Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur:	20 octobre 1999 1er janvier 2000
10.	Date limite pour la présentation des observations: 1er septembre 1999	
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme:	